

"Des difficultés de l'action publique d'être en phase avec la société..."

Entretien avec Lotfi DEBBECHE,
professionnel du développement social urbain, actuellement Chef de projet au Grand Lyon

Propos recueillis par Abdellatif CHAOUITE

Ecarts d'identité : Lotfi Debbèche, vous avez une longue expérience comme opérateur dans le cadre de ce que l'on pourrait appeler, d'un terme générique, les politiques des quartiers et de la ville. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur le lien fait dans le cadre de ces politiques urbaines avec l'immigration et l'intégration ?

Lotfi Debbèche : D'abord, pourquoi affecter à ces politiques le vocable de "politiques urbaines" ? Certains utiliseront le terme de "politiques publiques"... Mais comment est-ce possible sans lecture ni vision globale de la société d'une part, sans moyens adaptés à la société d'aujourd'hui et pas toujours avec une véritable articulation des politiques sectorielles (social, aménagement, économie, ...), d'autre part. Aussi, quand on parle des "politiques des quartiers", ou "de la Ville", il semble dans les faits qu'il s'agit plutôt "d'actions publiques localisées"... des territoires principalement marqués par la pauvreté et le chômage (en moyenne deux fois le taux de chômage par rapport aux communes concernées), la jeunesse des publics (des taux au moins deux fois supérieurs à ceux des communes concernées), la présence de publics

issus de l'immigration (des taux au moins deux fois supérieurs à ceux des communes concernées).

Faut-il le rappeler, l'histoire de ces publics, dont les "pères" se font encore appeler "travailleurs immigrés" est intimement liée aux différentes guerres, et à la reconstruction de la France... On le voit déjà, les temps ont changé depuis. Les pères sont devenus grands-pères, ceux qui travaillaient ont perdu leur emploi, la majorité de jeunes qui cherchent un emploi aujourd'hui n'en trouvent pas, des pans entiers n'y pensent même plus, et puis d'autres, moins nombreux, plus "chanceux" ont réussi à s'accrocher jusqu'à être présents et "utiles" à la société au quotidien (enseignants, commerçants, artisans...) comme dans les médias (chanteurs, artistes, sportifs, écrivains...). Aussi, la société a bougé, mais les représentations persistent.... L'immigration est encore présentée comme une entité homogène et figée...

Un gigantesque travail de mémoire s'impose pour les uns comme pour les autres pour évacuer les "passifs", poursuivre le travail de construction des identités et de réconciliation... Ces quelques rappels me paraissent nécessaires avant d'aborder la question de l'immigra-

tion et l'intégration dans le cadre de la politique de la ville (et dans tout autre cadre, par ailleurs).

E.d.I. : Quel est le lien entre ces politiques et l'immigration ou l'intégration ?

L.D. : Plusieurs analyses ont déjà abordé cette question et ont montré, de façon générale, que les collectivités (en première ligne sur ces questions) ont tendance à aborder ces sujets comme préoccupations, handicaps et problèmes en tant que tels, comme questions sensibles susceptibles de créer l'embaras, la méfiance, et les blocages ; comme questions pouvant brouiller l'image d'une collectivité. Les événements politiques et la médiatisation de cette question, ces vingt dernières années, traduisent bien cette crispation, devenue un enjeu électoral, local et national.

Dans le même temps, et c'est, il me semble, un apport de la politique de la ville, des actions publiques localisées et conduites un peu partout dans ce pays (sans doute encore très insuffisamment) ont permis de révéler la multitude des caractéristiques de ces publics c'est-à-dire à la fois leurs difficultés et leurs souffrances, mais aussi les richesses sociales culturelles et économiques dont ils sont porteurs.

Dans certains quartiers, on ne compte plus le nombre d'associations créées et/ou dirigées par ces publics, on ne compte plus les initiatives de tous ordres. C'est loin d'être une image idyllique. Il suffit de pénétrer la plupart de ces "territoires" pour se rendre compte de ces énergies oubliées, totalement méconnues, non utilisées et de constater combien elles apportent localement en solidarité, en lien social, en économie sociale... et en paix sociale... Certaines associations n'attendent pas le coup de pouce, elles attendent une reconnaissance, un point c'est tout.

Cela ne suffit évidemment pas de s'en apercevoir. Deux questions se posent alors. D'une part, comment aider les "politiques" et tous les autres intervenants à comprendre les processus à l'oeuvre pour les inscrire et les conjuguer aux outils et moyens humains de développement local ? C'est l'enjeu de formation des intervenants de tous bords, souvent déconnectés à la fois du terrain, de ces questions, et de celles relatives au développement local. Et d'autre part, comment développer et démultiplier ces initiatives en les croisant avec d'autres qui tournent "en roue libre" et sans les enfermer dans un territoire comme dans "une cocotte minute"... Ils s'agit donc de faciliter des croisements et la mise en réseaux avec des énergies à des échelles de territoires les plus variées : quartier, commune, agglomération, région, voire sur un plan national ou international...

E.d'I. : Concrètement, comment travaillez-vous sur ces questions ?

L.D. : Vis-à-vis des services publics présents dans les quartiers, il s'agit de les amener à appliquer les mêmes règles et les mêmes ser-

vices pour tous (droit commun). Cela suppose de les aider à mieux écouter et comprendre ces populations pour mieux les servir. Diverses expériences portant sur l'interprétariat, des rencontres entre associations et agents publics, des formations des agents publics, des formations inter-services publics, ont permis des avancées qui, si elles restent insuffisantes, méritent néanmoins d'être développées... Certes beaucoup reste à faire en terme de justice ou des relations entre la police et les jeunes notamment...

Vis-à-vis des populations françaises, les diverses rencontres formelles et informelles, les réunions, débats, sorties, projets, actions et réalisations communes sont autant d'occasions simples mais ô combien porteuses en termes de liens sociaux et interculturels.

Enfin, vis-à-vis des élus comme à l'égard des intervenants les plus divers, il s'agit tout d'abord de les aider à mieux connaître ces publics dans leurs modes de vie, leur diversité et sans les réduire à un "public à problèmes". Ce qui suppose une approche conjuguant plusieurs choses. D'abord, la création d'espaces (formels et informels) d'écoutes et de rencontres avec ces publics. Mais comme cela ne suffit pas, il faut surtout apprendre (aux uns comme aux autres) à dialoguer en respectant les cultures et donc les modes de communication respectifs pour en créer le mode de communication adapté par situation. Ensuite, la compréhension des processus décrits ci-avant permet de prendre en compte les initiatives et les demandes sociales à même de structurer et donner sens à une offre politique perçue souvent comme une politique déconnectée des réa-

lités sociales locales. Du reste, cette lacune de travail sur les initiatives et les demandes sociales constitue une sorte de label des politiques publiques au sens le plus large : la question de l'immigration agit plus comme révélateur de ce déficit. Enfin, la prise en compte des énergies propres à ces publics, de leur désir d'agir dans la cité et de vivre ensemble tout en restant eux-mêmes.

On touche, me semble-t-il, à quelque chose de fondamental qui renvoie davantage aux problèmes de démocratie. Tant que ces publics ne seront pas représentés d'une façon ou d'une autre dans l'échiquier politique, il sera très difficile de prendre véritablement compte leurs demandes. Mais là aussi, il faut admettre que la question de la démocratie fracture la société française dans sa globalité... C'est donc à ces populations de s'organiser, et elles le font ça et là, avec le rythme imposé par leur histoire et le contexte territorial.

Quant aux acteurs locaux et tous les autres intervenants, ils sont là pour accompagner ces tendances et non pas les créer comme ils pourraient le croire... Comment créer des tendances pour d'autres ? Comment faire pour eux, en dehors des pratiques de générosité, aussi louables soient-elles ?

En définitive, la question de l'immigration ne concerne plus que la première génération, aujourd'hui vieillissante (on en est à la troisième...) mais qui demande bien sûr à être reconnue concrètement : soins, logement, retraites dignes...

Pour le reste, et dans leur majorité, ces populations aujourd'hui enracinées en France (de la nais-

sance à la mort) sont davantage préoccupées par les discriminations dont elles font l'objet et par leur place dans la société que par l'intégration. Ce concept ne fait que remonter en surface une incompréhension et un blocage entre une société qui procède par injonction "intégrez-vous", et des populations (les jeunes en particulier) qui se sentent rejetées, exclues par des discriminations au quotidien : logement, emploi, justice, police...

Ce qui se passe dans ces quartiers, peut être considéré comme un

révélateur des difficultés de l'action publique d'être en phase avec la société... qui bouge encore plus vite avec toutes ses composantes... Puisqu'on a parlé de logiques de développement, il paraît important de revenir aux points de départ, c'est-à-dire comprendre, reconnaître, accompagner, soutenir et faire avec les acteurs concernés avec leurs ressources mais sans les dessaisir ni de leurs volontés, ni de leurs initiatives, ni de leurs identités. Cela représente pour moi l'essentiel de la démarche développée et à développer dans le cadre de la

politique de la ville, englobant tous les champs d'intervention et englobant toutes les composantes des populations de ces quartiers. ■

LOUPS OGRES SORCIERES LE BEBE, SES PARENTS ET MILLE ET UNE PEURS

Colloque animé par :

**Patrick BENSOUSSAN, Yvonne KNIBIELHER, Michel LEMAY,
Boris CYRULNIK et Marcel RUFO**

et illustré par **les Bataclowns**

ORGANISE PAR LA VILLE DE CHAMBERY

LE VENDREDI 31 MARS 2000

**à la scène nationale Espace André Malraux
Carré Curial - Chambéry**

Renseignements et inscriptions :

*Angélique Gasquet - FAT informatique
6, avenue de Genève 74000 ANNECY*

Tel : 04 50 67 44 55 et 04 50 67 44 57 Fax : 04 50 67 44 56